

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Laurent WEINSTEFFER

Revue du mois

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1905, tome 7, p. 18-22

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

REVUE DU MOIS

Avant de passer à la politique, nous avons le devoir d'accorder un dernier et reconnaissant souvenir à celle qui fut, pendant une vingtaine d'années, la Fédération Catholique Romande, et qui vient de se lier, on pourrait même dire se marier avec l'Association Catholique Suisse, dont le centre se trouve à Lucerne et dont les sections sont répandues dans tout le pays. En ayant fait partie nous-mêmes, nous n'avons pas toute la liberté voulue pour la juger. D'autres que nous n'y manqueront sans doute pas et la feront passer, au besoin, par une critique sévère et serrée, car rien n'est plus facile que la critique, et de nos jours rien n'est plus commun.

Dès le mois de septembre 1904, au mémorable Congrès de Sion, la fusion de la Fédération avec l'Association Catholique Suisse, avait été décidée d'un commun accord, et les nouveaux statuts, élaborés en Décembre, viennent d'être communiqués aux intéressés.

Avant de mourir, l'ancien Comité Central de la Fédération a voulu se réunir à Lausanne, à la cure catholique qui a été pour ainsi dire son berceau. Cette réunion a eu lieu le 22 janvier dernier, sous la présidence de M. Pahud, révérend Curé de Lausanne, et de M. le baron de Montenach, ancien président central de la Fédération. A son grand regret, le Chroniqueur des Echos n'a pu y assister; mais il a été heureux d'apprendre que cette réunion, où tant de vieux souvenirs ont été remués, a établi un solide trait d'union entre le passé et l'avenir.

Le nouvel organe de l'Association Catholique Suisse, dans les pays romands, sera l'«Ouvrier», dont la réputation n'est plus à faire, et qui continuera, chez nous, l'oeuvre éminemment sociale que la Revue

Populaire y accomplissait depuis plusieurs années. L'abbé Braichet, à Porrentruy, en conserve la direction ; quelques-uns des anciens collaborateurs de la Concorde, de la Quinzaine et de la Revue Populaire lui apportent leur dévouement et leur appui, et ils savent dès maintenant que leurs fidèles lecteurs les suivront, par leurs abonnements, dans leur nouveau champ d'action.

Pendant que ce mariage se réalisait sur les rives du Léman, les rives de la Neva, à St-Pétersbourg, étaient témoins d'un spectacle d'un autre genre : il ne s'agissait ni plus ni moins que d'une révolution. On s'y attendait depuis un certain temps ; mais on aurait pu penser que le patriotisme russe, affligé par les récentes défaites, consterné par la prise de Port-Arthur, remettrait à plus tard l'exécution de ses plans de réforme et d'améliorations. Mais, en 1870, Paris faisait la Commune. La grande alliée a voulu suivre son exemple et la voici, à son tour, en pleine tempête révolutionnaire ! Le sang a coulé en abondance : on parle de centaines, de milliers de victimes, et le canon doit protéger la demeure du czar contre le peuple amassé devant lui. Il ne s'agissait d'abord que d'une manifestation pacifique, qui avait pour but de présenter à l'empereur les doléances de ses sujets. La troupe aidant, la manifestation se changea en émeute : on commença par demander des réformes et cela devait être sincère ; mais les meneurs dirigés par le pope Gapony, finirent par demander l'abdication de la monarchie. Les affaires en sont là au moment où nous écrivons, l'agitation continue et Dieu sait jusqu'où ça ira!

Rien ne pouvait mieux servir les intérêts des Japonais et la fin de la guerre ne peut pour ainsi dire plus être mise en doute. Il est impossible au czar de tenir tête à tant d'ennemis et à tant d'adversaires et, s'il tient à son trône, à sa vie, il faut qu'il prenne sans tarder une ferme et sage détermination. Dans de pareilles conjonctures, les jours et même les heures sont des siècles et il s'agit beaucoup moins de la personne du souverain que de l'avenir d'un grand peuple. En écoutant la voix populaire, le czar donnera un plus grand exemple d'intelligence et de générosité qu'en suivant les conseils d'un militarisme effréné : il en a presque pris l'engagement, en mettant sa main dans la main de la République Française. Quand on se fait une promesse de ce genre, quoiqu'il en coûte, il ne reste plus qu'à la tenir.

L'avenir nous dira si la Révolution du 22 janvier a enfin ouvert les yeux de Nicolas II ; il y a des rapprochements qui s'imposent, et ceux qui y sont attentifs n'ont pas dû oublier que le 21 janvier 1793, l'infortuné Louis XVI mourait, d'un mal qu'il n'a pas su guérir, sur la Place de la Nation.

A un siècle de distance, les événements semblent prendre la même

tournure, et la Russie d'aujourd'hui comme la France d'autrefois, se trouve placée sur les mêmes chemins. Il ne nous reste donc qu'à suivre avec intérêt, et non sans angoisse, les péripéties du drame qui vient de commencer, et à demander à Dieu de le faire servir au véritable progrès de la civilisation. La Russie, on le dit tous les jours autour de nous, est à un tournant de son histoire : il nous reste à savoir comment elle va le tourner.

L'Allemagne, nous disent les journaux, est elle-même entraînée dans un mouvement gréviste qui inquiète les esprits. La grève, d'abord limitée au bassin houiller de la Ruhr, gagne tous les jours du terrain, et le Reichstag entend depuis quelque temps, des paroles d'une violence inaccoutumée. Mais le socialisme allemand n'en est pas à son coup d'essai, il suit une marche régulière, fort bien ordonnée, et qui remporte sans cesse de nouvelles victoires. Il trouve des alliés dans tous les autres partis; mais il dépasse de beaucoup les concessions qu'on lui fait, et ses prétentions ne font qu'augmenter tous les jours. Un jour viendra — et il n'est pas éloigné peut-être — où Guillaume II pourrait faire les cruelles expériences de son cousin de St-Pétersbourg.

Il a, lui aussi, des troupes, des baïonnettes et des canons ; il est à la tête d'une armée formidable, il se croit maître de l'Europe par les armes et par l'influence germanique qui n'a fait que grandir depuis la guerre franco-allemande. Il rêve de disputer à l'Angleterre l'empire des mers ; mais cette influence pâlit avec l'avènement des idées socialistes ; et ce n'est même plus un avènement, car les disciples de Marx et de Bebel couchent sur des positions patiemment acquises depuis longtemps et, de jour en jour, l'ouvrier allemand fait une concurrence sérieuse au soldat prussien ; l'empire allemand est fort, il est arrivé à son apogée ; mais c'est à leur apogée que les souverains et les peuples sont exposés aux plus grands dangers et la descente est souvent plus rapide que la montée. Qui vivra verra !

Quelques fanatiques (où n'y en a-t-il pas, mon Dieu ?) voudraient à côté de la question ouvrière, faire revivre l'ancien Kulturkampf ; mais ils ne semblent pas réussir au gré de leurs désirs. Ils agitent avec opiniâtreté le spectre ultramontain et se déclarent fatigués de la prépondérance que le Centre Catholique a su prendre dans les conseils de la nation ; ce n'est pourtant pas une raison ! et le Centre a donné assez de preuves de son loyalisme pour ne pas mériter toutes les foudres qu'on attirerait volontiers sur ses adhérents. Le chancelier actuel de l'empire n'a pas l'air de goûter les plaintes anticléricales, et il doit être convaincu qu'en politique il vaut mieux s'en passer : tôt ou tard il faut en revenir. Bismark en a fait l'expérience et von Bullow ne tient pas à la recommencer. Du reste, ce ne serait pas du tout marcher d'accord avec

le gouvernement italien qui module, avec une certaine affectation, un refrain de tolérance qu'il nous est au moins agréable de constater.

Il ne faudrait pourtant pas s'imaginer que l'Italie est sur le point de voir réussir certaine « piccola combinazione » que d'aucuns rêvent entre le Quirinal et le Vatican. La présence du duc de Gênes à la récente béatification du Curé d'Ars, le bon M. Vianey, a fait marcher les langues et courir les plumes bien au delà des possibilités tant caressées par les uns, tant redoutées par les autres. La bénédiction du pape et ses sourires les plus gracieux n'engagent pas les principes du Saint-Siège : les uns ont tout aussi tort d'y voir une abdication que les autres une trahison. Qu'on cherche de part et d'autre à établir un nouveau « modus vivendi » c'est possible, et pourquoi donc pas ? Mais la diplomatie pontificale, romaine et italienne, comme celle du palais d'en face, est patiente, et comme telle elle attendra le bon moment.

Nous avons tenu à conserver pour la bonne bouche et pour le dessert l'étonnante nouvelle de la chute du ministère de M. Combes; on la désirait, on l'attendait, mais on n'y croyait presque plus, tant on croyait à la servilité de la chambre qui depuis des mois se moquait de l'opinion du pays. Le petit père Combes lui-même avait fini par se croire indispensable au bonheur de ses concitoyens. Il est parti en faisant claquer les portes, étonné qu'on pût le faire tomber sur le système de délation, question qu'il jugeait devoir le conduire au Capitole et à la première magistrature de la République. Il vit bien qu'à la rentrée, la nomination de M. Doumer à la présidence de la Chambre était un avertissement dirigé contre lui, et dès ce moment, dit-on, il songea à se retirer ; mais il lui en fallut un autre, et il le reçut sous forme d'un vote où, sans l'appui de ses collègues du ministère, il s'effondrait misérablement.

Alors seulement il plia bagages, écrivit une lettre d'adieux à M. Loubet et lui fit bien comprendre que s'il tombait, sa politique devait lui survivre. Après tout, cela se pourrait ; mais en chargeant M. Rouvier de la formation du nouveau cabinet, le président de la République a bien fait voir à M'sieu Combes qu'il y a une limite à tout, même à ses appétits d'ancien sacristain. Avant de partir, le p'tit père a encore signifié la fermeture de quelques centaines d'écoles et de couvents : il doit en avoir une véritable indigestion.

On raconte qu'un jour un apostat de marque se croyant sur le point de trépasser, se fit apporter une brosse afin qu'il pût au moins mourir proprement. M. Combes n'a pas eu de ces scrupules, il a préféré une trique à une brosse, et il s'en est servi, le brave, pour mettre hors la loi des hommes et des femmes, des femmes surtout, qui, pour toute réponse, se contenteront de prier pour lui.

Nous n'avons pas l'habitude, dans la « Revue » des *Echos*, de nous

mêler à la politique dont nous sommes les témoins quotidiens, et nous croyons que les journaux locaux y suffisent largement. Mais nous n'arriverons jamais à comprendre les polémiques qu'entre frères on se permet si facilement. On a beau se défendre de vouloir faire des personnalités et de ne viser que l'intérêt public, de nombreux et d'illustres exemples nous ont appris, maintes fois, que les ennemis seuls gagnent quelque chose à ces joutes entre les journalistes d'un même parti. On est quelquefois moins maître de sa plume que de sa pensée et il lui échappe des termes qui blessent nécessairement ceux qu'elle touche, même quand on ne voudrait que les éclairer. Il ne faudrait pas que l'union dont nous avons tant besoin fût uniquement le prix de concessions faites à regret ; et quand on la croit impossible, à tel ou tel moment, dans telle ou telle circonstance, il y aurait tout intérêt à patienter quelque peu. L'actualité y perdrait peut-être quelque chose, mais la paix y gagnerait beaucoup et il faudrait y voir à deux fois avant de frapper. Ceux qui tiennent une plume ne peuvent pas tous avoir la prétention d'être des génies ; mais ils ne sont pas des avortons pour cela. L'indulgence est une vertu chrétienne, l'orgueil n'est rien moins que cela ; et c'est se grandir soi-même que d'attribuer aux autres, quels qu'ils soient, des qualités ou des vertus, que peut-être nous possédons, mais qui, même chez des adversaires ou des ennemis, peuvent exister comme chez nous. Il y a des mots, enfin, dont un écrivain catholique ne devrait jamais se servir, et il ne devrait les connaître que parce qu'on s'en sert quelquefois contre lui.

L. W.